



CGT

FO



UES Aviva France

Jeudi 13 mars 2014

NON AU PACTE DE RESPONSABILITE LA SECU EST EN DANGER !

La FSPBA CGT (fédération des syndicats du personnel de la banque et de l'assurance et la FEC-FO (sections fédérales des assurances et du crédit) se sont rencontrées le 20/02/2014.

Face aux déclarations du président de la République qui confirment une politique d'austérité qui dégrade les conditions de vie du plus grand nombre, notamment des salariés du privé comme du public, qui distribue par milliards des cadeaux au patronat et est profondément néfaste à l'économie.

Face au gel des salaires que le patronat de nos professions prétend imposer alors que, dans le même temps, les profits des actionnaires et les rémunérations des hauts dirigeants ne cessent d'augmenter.

Face à la dégradation des conditions de travail dans nos secteurs, la course aux objectifs, le « lean management »¹ qui font des dégâts chez les salariés et les opposent entre eux.

Contre "le pacte de responsabilité"¹² qui vise à entraîner les organisations syndicales dans la mise en oeuvre de la rigueur, nos deux organisations syndicales exigent :

- le maintien du financement de la branche famille par la cotisation employeur, partie intégrante du salaire (30 milliards)
- l'annulation des économies annoncées sur la dépense publique (50 milliards)

Les fédérations CGT et FO revendiquent :

- l'augmentation générale des salaires pour relancer la croissance et permettre aux salariés de vivre de leur travail, favorisant ainsi plus de recettes pour la sécurité sociale et plus de rentrées fiscales pour financer les services publics
- l'arrêt des restructurations, des licenciements, et des suppressions d'emplois

Les fédérations CGT et FO appellent les salariés des secteurs de la banque et de l'assurance à faire grève et à manifester le 18 mars.

Elles invitent leurs syndicats et sections syndicales à se rencontrer dans les entreprises afin d'assurer la réussite de la journée de grève interprofessionnelle du 18 mars.

¹ Technique de Management à flux tendu instauré à Toyota

² ₁ Nos fédérations dénoncent ce pacte comme la réalisation du projet que Denis Kessler définissait comme le détricotage systématique de toutes les conquêtes du Conseil National de la Résistance de 1945.

MARDI 18 MARS 2014 :
SALAIRE, EMPLOI, PROTECTION SOCIALE, SERVICES PUBLICS
NON AU PACTE D'AUSTERITE !

La situation économique est particulièrement préoccupante pour les salariés ; chômage, précarité, stagnation ou blocage des salaires. Dans le même temps : augmentation des profits et record des dividendes pour les actionnaires des grandes sociétés cotées en bourse. Dans ce contexte, le pacte de responsabilité présenté par le Président Hollande, sous prétexte de diminuer le « coût du travail » est un projet dangereux pour les salariés. Toutes ces réformes s'inscrivent dans la logique des politiques d'austérité en Europe. Après les réformes régressives de l'ANI (recul sans précédent du droit du travail !) et la contre-réforme des retraites, le gouvernement veut aller plus loin dans sa politique de cadeaux au patronat et de casse des conquêtes sociales. Le pacte dispenserait les patrons des cotisations sociales des entreprises destinées à la branche famille, cela représente 35 milliards d'euros !

Les entreprises reçoivent déjà plus de 172 milliards d'aides publiques sous forme d'allègement ou d'exonérations sans aucune évaluation d'efficacité en matière d'emploi ! Ce projet constitue aussi une lourde menace pour la sécurité sociale, la protection sociale. En outre, le Président annonce 50 milliards « d'économies » sur les « dépenses publiques ». Cela impacterait directement les services publics, la protection sociale, la solidarité nationale, alors que les besoins sociaux augmentent et alors que les salariés de notre pays n'ont jamais produit autant de richesses !

Ces mesures constituent un véritable pillage de nos salaires. C'est sans aucun précédent depuis 1945. Cela ouvre la porte à la fiscalisation de la protection sociale. En effet, lors de la création de la Sécurité Sociale, il a été décidé de mutualiser son financement au travers de la solidarité nationale et intergénérationnelle, en mettant en place « le salaire socialisé ». Celui-ci comprend notre salaire net + les cotisations sociales dites patronales. Les cotisations sociales ne sont donc pas une « charge » mais la part des richesses créées par les salariés qui sert à financer solidairement la protection sociale pour tous. C'est l'exact opposé du chacun pour soi et de la « loi de la jungle » qu'essaient d'instaurer le Medef et le gouvernement agissant comme son serviteur zélé !

Dans le même temps, le patronat (Medef) refuse tout engagement sur des objectifs d'emploi et le Medef en demande toujours plus en s'attaquant à l'assurance chômage ou en exigeant plus de « souplesse », de « flexibilité » en matière de droit du travail.

Dans ces conditions, les organisations syndicales d'Île-de-France CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES appellent l'ensemble des salariés, privés d'emploi, les retraités à participer massivement aux actions interprofessionnelles, rassemblements, grèves, manifestation.

- Pour refuser le pacte de responsabilité (pacte d'austérité), qui s'inscrit dans un projet de société profondément inégalitaire.
- Pour le maintien du financement de la Sécu et de toute la protection sociale basé sur les cotisations sociales
- Pour le maintien du financement par l'UNEDIC de l'indemnisation chômage et contre toute remise en cause des droits des salariés.
- Une politique créatrice d'emplois stables et statutaires qui rompt avec les cadeaux faits au patronat et aux actionnaires.
- L'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux pour toutes et tous afin de relancer la consommation étranglée par l'austérité qui aggrave le chômage et la précarité.
- L'arrêt des coupes drastiques dans les budgets, le maintien, le développement des services publics.
- L'arrêt de toutes les exonérations consenties au patronat, qui n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Bien au contraire !

MANIFESTATION UNITAIRE REGIONALE

MARDI 18 MARS – 13H15 – MONTPARNASSE (place du 18 juin 1940)

